

<https://www.pressegauche.org/Mise-a-jour-economique-du-gouvernement-Legault-Le-FRAPRU-affiche-l-urgence-de>



Mise à jour économique du gouvernement Legault - Le FRAPRU affiche l'urgence de financer le logement social



- Communiqués -
Date de mise en ligne : dimanche 8 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 8 nov. 2020 - D'ici à la mise à jour économique de jeudi, les membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) rappelleront au gouvernement Legault l'urgence de financer la construction de nouveaux logements sociaux. Pour ce faire, ils installeront une quarantaine d'affiches surdimensionnées dans plusieurs quartiers de Montréal, ainsi qu'à Québec, Sherbrooke, Gatineau, Longueuil, Châteauguay, Saint-Constant, Beauharnois et Rouyn-Noranda. Une première affiche a été installée au centre-ville de Montréal, ce matin.

Au moment où la crise du logement continue de sévir et où la pandémie aggrave le sort des personnes mal-logées les plus pauvres, le FRAPRU s'inquiète du manque de proactivité de Québec en matière de logement social. « Non seulement, le gouvernement Legault n'a pas annoncé le financement de nouveaux logements sociaux depuis le début de son mandat, retardant le développement de projets attendus avec impatience dans plusieurs municipalités, mais nous n'avons pas de nouvelles de l'utilisation des sommes obtenues du fédéral, plus d'un mois après l'annonce de la signature de l'entente avec Ottawa », dénonce Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. « Actuellement, le gouvernement Legault ne fait même pas ce qu'il faut pour réaliser sa promesse électorale de livrer l'intégralité des 15 000 logements sociaux annoncés par ces prédécesseurs. Depuis deux ans, seulement 2500 unités ont été construites ou sont en voie de l'être », rappelle Véronique Laflamme.

Selon le FRAPRU, le gouvernement n'a pas d'autre choix que celui d'agir rapidement. « Le loyer accapare une part de plus en plus démesurée du budget des locataires, au détriment de leur accès à la nourriture, notamment », constate Véronique Laflamme, rappelant qu'en août dernier, l'Observatoire sur les inégalités indiquait que le nombre de demandes d'aide alimentaire reçues au 211 durant le mois était presque le double de celui enregistré au mois de février.

Le regroupement rappelle également qu'au moins 370 ménages se sont retrouvés sans logis le 1er juillet à travers la province, soit deux fois plus que l'année précédente, et que 21 sont toujours hébergés par la Ville de Montréal, 4 mois et demi plus tard. Par ailleurs, les refuges sont pleins, les campements de personne sans-abri se multiplient et les maisons d'hébergement et de transition débordent. « En cas de perte de revenu, d'une éviction ou de situation de violence qui appellent à une solution immédiate, il faut attendre des mois, voire des années pour avoir accès à un logement à loyer modique. Le filet social en matière de logement est en l'état incapable de mettre à l'abri les ménages locataires », explique Véronique Laflamme.

Alors que la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, affirmait lors de l'annonce de l'entente, que l'habitation était une priorité pour son gouvernement, le regroupement presse la Coalition avenir Québec (CAQ) d'agir en conséquence. Il demande au gouvernement Legault de profiter de la mise à jour économique de jeudi pour accélérer la réalisation de logements sociaux. Il espère des investissements supplémentaires permettant, dès maintenant, la réalisation d'une partie des nouveaux logements sociaux découlant de l'entente avec le fédéral, mais aussi l'ajout des sommes manquantes pour la livraison des 13 000 déjà prévus par les gouvernements antérieurs, mais pas encore livrés.

Alors que le premier ministre Legault prévoit faire une large place à la relance économique dans sa mise à jour budgétaire de jeudi, le FRAPRU rappelle que la construction de logements sociaux et communautaires a de nombreuses retombées positives dans l'économie locale. Non seulement chaque dollar investi par le gouvernement génère des investissements d'au moins 2,31 \$ dans l'économie, mais les sommes que les locataires économisent sur le prix du loyer sont dirigées vers d'autres dépenses locales.

Le FRAPRU annonce déjà ses demandes en vue du prochain budget, exhortant Québec de se doter d'une vision à plus long terme, pour sortir définitivement de la crise. Pour ce faire, il devra prévoir des investissements sur plusieurs années, qui permettront d'augmenter significativement la part de logements hors marché privé, en lançant un grand chantier de 50 000 logements sociaux en 5 ans.